

En pleine pandémie, Netanyahou consolide le contrôle

Par Maureen Clare Murphy, 18 mars 2020



Benjamin Netanyahou annonce de nouvelles mesures contre le coronavirus dans son bureau de Jérusalem le 14 mars.

Gali Tibbon/Reuters

Confinement, interdiction de voyager et fermeture d'entreprises font partie des restrictions sans précédent que les gouvernements imposent dans le monde, dans un effort pour ralentir la diffusion du nouveau coronavirus fortement contagieux.

Mais le réel danger du coronavirus ne doit pas être utilisé

pour justifier une surveillance envahissante qui viole le droit à la vie privée, disent des groupes de défense des libertés civiles et des droits humains.

Who could have predicted that law enforcement would attempt to use this public health crisis to justify the use of privacy-invasive technology?

Learn more about the dangers of law enforcement use of face recognition in our report, "Face Off": <https://t.co/U6M0SIi2S0> <https://t.co/FdIJfAWvoM>

– EFF (@EFF) [March 16, 2020](#)

Un recueil de données inédit de l'agence du renseignement intérieur d'Israël, le Shin Bet, a été rendu public ces derniers jours, et le premier ministre Benjamin Netanyahu a approuvé son utilisation pour contrecarrer la diffusion du coronavirus.

Netanyahu a outrepassé l'approbation par le parlement de mesures d'urgence permettant au Shin Bet de se servir de la géolocalisation sur téléphones mobiles et autres technologies avancées de surveillance pour pister les gens qui n'ont pas respecté la quarantaine et pour alerter ceux qui ont été proches d'eux.

La directive permettrait l'utilisation des données pendant 30 jours.

Le New York Times [a écrit](#) que les données en question ont été

rassemblées en secret depuis des décennies, sous couvert de combattre le terrorisme.

« *L'existence de ces données et du cadre législatif dans lequel elles ont été collectées et utilisées n'ont pas fait l'objet de publicité antérieure* » a expliqué l'article.

Le New York Times a ajouté que le Shin Bet « *collecte tranquillement mais régulièrement des méta données de téléphones cellulaires depuis au moins 2002* ».

L'agence d'espionnage n'a pas « *rendu publics les détails sur le type d'information collectée, sur comment ces données sont sauvegardées, sur le fait de savoir si et quand une quelconque donnée est détruite ou effacée, sur qui y a accès et dans quelles conditions elles sont utilisées* ».

“Un large éventail de méta données”

Les premiers ministres d'Israël ont requis des compagnies de téléphonie le transfert au Shin Bet « *d'un large éventail de méta données sur leurs abonnés* », selon le Times.

Zamleh, un groupe qui se consacre au soutien des droits numériques des Palestiniens, a [dit](#) que le contrôle et le pistage 24/24, « *sont une violation du droit à la vie privée* ».

Le groupe a ajouté qu'Israël recourt depuis longtemps au prétexte de la sécurité pour justifier l'utilisation des technologies de surveillance afin de suivre et contrôler les Palestiniens en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

« Cela montre à quel point se sont développées et sont utilisées des politiques et des pratiques oppressives dans les contextes d'occupation, qui finissent aussi par être employées par la puissance occupante contre ses propres citoyens » a ajouté Tamleh.

Adalah, un groupe qui défend les droits des Palestiniens en Israël, a [fait appel](#) au procureur général pour qu'il gèle la mise en œuvre des règles d'urgence.

« Le gouvernement ne peut passer par dessus le corps législatif et se cacher derrière un état d'urgence général pour commettre des violations des droits humains aussi extrêmes » a déclaré Adalah.

Ayman Odeh, qui est à la tête du bloc de la Liste Unie au parlement israélien, a dit : *« Nous savons que ce qui est appelé 'temporaire' devient toujours permanent ; donc nous devons immédiatement faire cesser l'espionnage des citoyens »*.

Des défenseurs des droits en Israël se sont mis sur Twitter pour exprimer leurs préoccupations.

For years, we have been warning that the declaration of a state of emergency, in effect since the establishment of the

State, poses a serious danger to human rights and gives unlimited power to the government.

– ACRI (@acri_online) [March 16, 2020](#)

« Depuis des années nous alertons sur le fait que la déclaration de l'état d'urgence, à l'œuvre depuis la création de l'État, présente un sérieux danger à l'égard des droits humains et donne un pouvoir illimité au gouvernement. »

« L'annonce par Netanyahu de son intention de passer par-dessus la supervision du parlement et de mettre en œuvre des règles autorisant le Shin Bet à localiser des patients du corona, matérialise ce danger. »

It took a global pandemic and drastic emergency measures for Israelis to get a taste of what life has been like for decades for Palestinians: ordinary people being tracked, whole areas in lockdown, while the judiciary is suspended.

– Avner Gvaryahu (@AGvaryahu) [March 15, 2020](#)

« Il a fallu une pandémie mondiale et des mesures d'urgence drastiques pour que les Israéliens aient un avant goût de ce qu'est la vie des Palestiniens depuis des décennies : des gens ordinaires traqués, des zones entières fermées, tandis que le système judiciaire est suspendu. »

As parents are looking at over a month with children home & businesses also possibly looking at a similar time-frame for

closures, uncertainty about impact on livelihoods is widespread. pic.twitter.com/WLheg2piF9

– *שָׂרונה וייס - שָׂרונה וייס (@sharona_weiss) [March 15, 2020](#)*

« Au moment où des parents envisagent d'être à la maison avec les enfants et que la perspective est aussi de fermer des activités économiques pour une même durée, l'incertitude sur les moyens d'existence est largement répandue. »

« Il y a aussi une préoccupation légitime sur la façon dont les pouvoirs donnés à la police pour faire appliquer les fermetures et quarantaines donneront lieu à des abus et sur la survenance de violations de la vie privée et des libertés fondamentales, violations auxquelles les Palestiniens sont sujets depuis des décennies et qui pourraient désormais être plus largement répandues. »

Chemi Shalev, un correspondant du quotidien Haaretz de Tel Aviv, a [accusé](#) Netanyahu d'exploiter la crise du coronavirus pour consolider son contrôle autoritaire.

Le ministre de la justice d'Israël, membre du Likoud, le parti de Netanyahu, a arrêté le fonctionnement judiciaire quelques jours avant la date prévue pour le début du procès du premier ministre pour corruption.

Netanyahu a également fait en sorte de bloquer la formation du nouveau parlement d'Israël.

Selon Shalev, Netanyahu a forcé le président du parlement israélien, la Knesset, « à *contourner les résultats des élections de ce mois-ci en empêchant le parlement nouvellement constitué de nommer un nouveau président à sa place* ».

Racisme

Netanyahu a aussi [dit récemment](#) qu'une alliance parlementaire entre le bloc Bleu et Blanc de son rival Benny Gantz et [la liste unie](#), qui est une coalition de partis palestiniens en Israël, serait un « *désastre* » ou un « *danger* » pour le pays.

Dimanche, le premier ministre a dit que « *Gantz galope vers un gouvernement minoritaire dépendant de Balad, Heba Yazbak et de soutiens du terrorisme, plutôt que de se joindre à un gouvernement d'urgence nationale qui va sauver des vies* ».

Yazbak est membre de la Knesset du parti Balad, sur la Liste Unie, que le Comité Central Électoral d'Israël a cherché en vain à écarter de la dernière élection.

La campagne pour écarter Yazbak s'est [centrée sur des déclarations](#) qu'elle a faites sur les réseaux sociaux, rendant hommage à un combattant libanais longtemps détenu par Israël. Ses détracteurs ont aussi signalé un post dans lequel elle célébrait la libération de [Amir Makhoul](#) d'une prison israélienne [l'an dernier](#).

Makhoul, qui est un dirigeant de la société civile palestinienne en Israël, a été [condamné à plusieurs années de](#)

[prison](#) sur la base d'accusations concernant la sécurité fondées sur des aveux dont ses avocats et sa famille ont dit qu'ils avaient été obtenus par la torture.

Les Palestiniens représentent environ 20% de la population d'Israël et sont pour beaucoup sur la ligne de front dans les hôpitaux du pays. En Israël, près d'un médecin sur cinq, un quart des infirmier.es et la moitié des pharmaciens sont d'origine palestinienne.

Israël s'est [lentement approché](#) d'un confinement total au moment où [337 cas de COVID-19](#), la maladie causée par le nouveau coronavirus, sont confirmés.

L'Autorité Palestinienne a déclaré 41 cas confirmés en Cisjordanie. Le ministère de la santé de Gaza maintient [qu'aucun cas n'est confirmé](#).

Tandis qu'Israël n'a encore déclaré aucune mortalité, son ministère de la santé a averti mardi que « *nous pourrions avoir des centaines de personnes mourant de cette maladie* ».

L'Égypte voisine a [rapporté](#) mardi deux morts supplémentaires dans le pays, portant le nombre total de morts à six à présent. Près de 200 personnes ont été diagnostiquées porteuses du coronavirus dans ce pays.

Le roi Abdullah de Jordanie a dans le même temps [approuvé une loi d'urgence](#) qui donne de très larges pouvoirs pour l'application des couvre-feux, la fermeture d'activités économiques et l'imposition de restrictions de déplacements.

Trente quatre cas de coronavirus ont été confirmés en Jordanie, sans mort.

Tous les citoyens jordaniens ont l'ordre de rester chez eux pour limiter les urgences, à partir de mercredi.

L'Organisation Mondiale de la Santé a [recensé](#) près de 185 000 cas confirmés du coronavirus à la date de mardi, dont plus de 7 500 mortels.

Traduction : SF pour l'Agence Media Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)